



# **Le troisième congrès de l'Internationale Communiste**

## **La mise en place**

Le troisième congrès de l'Internationale Communiste s'est tenu à Moscou, du 22 juin au 12 juillet 1921. Le Comité Exécutif a en pratique avancé sa tenue de deux mois par rapport à ce qui avait été prévu, en raison de l'intense actualité.

Ce Comité Exécutif de l'Internationale Communiste existe concrètement depuis le second congrès, les communistes de Russie ayant géré le passage du premier au second congrès. De nombreux partis, comme le KPD allemand, aurait espéré d'ailleurs que cela continue ainsi et qu'ils n'aient pas à envoyer de délégués à Moscou pendant toute une année.

Les communistes de Russie furent toutefois intransigeants quant à cette question. Dix partis se plièrent donc à cela, les autres ne le faisant somme toute que partiellement, ou très partiellement.

Le Comité Exécutif s'était réuni 31 fois en onze mois depuis le congrès précédent, abordant 196 questions, dont pas moins de 68 concernant l'organisation.

Pour les pays qui en furent le thème principal, on a l'Allemagne (21 fois), l'Italie, la Roumanie et les États-Unis (12 fois chacun), la Tchécoslovaquie et l'Orient (10 fois chacun), la Grande-Bretagne (9 fois), la Bulgarie et la France (7 fois chacun).

Si le premier congrès tablait en fait sur un mouvement révolutionnaire se formant rapidement et avait une portée surtout symbolique, le second congrès a catalysé tout un processus d'organisation de chaque Parti Communiste, avec les fameuses « 21 conditions ».

Le troisième congrès vise ainsi à concrétiser ces deux premières étapes en structurant l'Internationale Communiste de manière beaucoup plus avancée. L'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste pour la tenue du congrès présente 15 points :

1. Le rapport du Comité Exécutif ;
2. La crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste ;
3. La tactique de l'Internationale Communiste durant la révolution ;
4. La période de transition (revendications partielles, actions partielles et lutte révolutionnaire finale) ;
5. La lutte contre l'union des syndicats jaunes basée à Amsterdam ;

6. Le rapport de l'Internationale Communiste avec le conseil international des syndicats rouges ;
7. La construction organisationnelle des Partis Communistes, les méthodes et contenus de leur travail ;
8. La construction organisationnelle de l'Internationale Communiste et ses rapports avec les Partis qui en sont membres ;
9. La question de l'Orient ;
10. L'appel du Parti Socialiste Italien à l'Internationale Communiste suite à la décision du Comité Exécutif à son sujet ;
11. L'appel du KAPD à l'Internationale Communiste suite à la décision du Comité Exécutif à son sujet ;
12. Le mouvement des femmes ;
13. Le mouvement de la jeunesse ;
14. L'élection du Comité Exécutif ;
15. Divers.

48 pays sont représentés. Il y a 291 mandats pour le congrès, à quoi s'ajoutent 218 mandats à valeur consultative lors des votes. Il y a également une centaine de figures politiques de différents pays invitées à assister au congrès.

Les mandats ont été choisis par le Comité Exécutif de manière particulière, puisqu'il y a eu une prise en compte combinée :

- du nombre de membres ;
- de la signification politique du pays ;
- de la possibilité de développement du mouvement ouvrier et du mouvement communiste.

On a ainsi la répartition suivante :

- avec 40 voix : l'Allemagne, la France, l'Italie, la Russie et la Tchécoslovaquie, ainsi que l'Union de la jeunesse, structure internationale regroupant 800 000 jeunes ;
- avec 30 voix : l'Angleterre, la Bulgarie, les États-Unis, la Norvège, la Pologne, l'Ukraine, la Yougoslavie ;
- avec 20 voix : l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la Hollande, la Hongrie, la Lettonie, la Roumanie, la Suisse ;
- avec 10 voix : l'Azerbaïdjan, le Danemark, l'Estonie, la Lituanie, la Géorgie, le Luxembourg, la Perse, la Turquie ;

- avec 5 voix : l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Indonésie, l'Islande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande.

Sont également présents des représentants de Chine, du Japon.

## **Gravité et pesanteur**

Le congrès s'ouvre sur un rappel par Zinoviev des communistes décédés dans la lutte l'année passée, une marche funèbre étant même joué à la fin de son propos. Il y mentionna notamment les Français Raymond Lefebvre, Jules Lepetit et Marcel Vergeat qui sont décédés sur le chemin du retour du deuxième congrès. Venus clandestinement en raison du refus du gouvernement français de leur fournir des passeports, ils furent obligés de prendre un bateau qui fit toutefois naufrage.

Cependant, il y a en plus des milliers de tués dans les affrontements avec la réaction, également des milliers d'emprisonnés, notamment en Allemagne, aux États-Unis, en Finlande, en Hongrie, en Bulgarie. Grigori Zinoviev explique pour cette raison dès le départ que :

« Cette année n'a pas été simple dans l'histoire de l'Internationale Communiste. »

En sachant qu'on en est seulement au troisième congrès, c'est un semi-aveu d'échec, même s'il est toujours considéré que la victoire complète se produirait à court terme. Les expériences ont été très douloureuses.

Le vaste mouvement ouvrier italien, avec occupation d'usines et qui dura deux semaines, avec la mise en place de milices armées, n'a pas abouti. Le soulèvement d'un million d'ouvriers tchécoslovaques s'est très rapidement enlisé et a échoué. Le soulèvement en Allemagne a pareillement mobilisé des centaines de milliers d'ouvriers, mais pour arriver au même résultat.

On rentre en fait dans le dur et l'atmosphère du congrès est marquée par de la gravité, un sens de l'urgence, et une très grande pesanteur ressentie de tous les côtés en raison du travail d'organisation et de réorganisation à mener.

C'est que les résultats positifs obtenus amènent avec eux d'autant plus de travail. En Italie, un Parti Communiste a été fondé. Cependant, Giacinto Menotti Serrati n'a pas suivi, considérant que c'était trop tôt ; il est resté dans le Parti Socialiste Italien et avec lui une large partie du mouvement. Le PCI naît donc sans l'élan profond qu'il aurait pu avoir. Grigori Zinoviev tiendra des propos acerbes dans un très long discours quant à Giacinto Menotti Serrati, considéré comme un traître ayant maquillé la réalité.

La Grande-Bretagne connaît enfin un mouvement communiste, les organisations communistes s'unifiant enfin, mais le nombre des adhérents témoigne d'une profonde faiblesse : ils ne sont que 10 000. Il y a toutefois en toile de fond une très grande grève des mineurs.

Un Parti Communiste de Tchécoslovaquie s'est fondé juste avant le congrès, avec 400 000 travailleurs, ce qui est un immense succès (le PCT sera toujours historiquement numériquement le plus important en rapport avec la population). Au second congrès, les délégués ne représentaient encore qu'une poignée de propagandistes. Cependant, au lendemain d'une grande défaite ouvrière et

l'émergence d'une organisation de masse de cette ampleur, il y a encore plus une accentuation du travail à mener en termes d'orientation, de structuration, etc.

L'excellente nouvelle est toutefois le congrès de Tours où la majorité des socialistes français rejoignent le Parti Communiste – Section Française de l'Internationale Communiste. Avec ses 120 000 membres, il est bien plus important que la SFIO maintenue. Grigori Zinoviev souligna lors d'une présentation de la France dans le rapport du Comité Exécutif qu'il a toujours été veillé à procéder lentement, afin de ne pas faire capoter processus et le mouvement vers l'Internationale Communiste.

La France était considérée comme un pays où le mouvement communiste devait avancer avec succès ; le premier orateur à parler après Gregori Zinoviev pour le Comité Exécutif et Lev Kamenev pour le Parti Communiste de Russie fut d'ailleurs Paul Vaillant-Couturier pour une salutation de l'armée rouge.

Il prit ainsi même la parole avant le représentant du Parti Communiste d'Allemagne (unifié), Paul Fröhlich. Le premier syndicaliste à prendre la parole, alors que doit suivre après le troisième congrès de l'Internationale Communiste le premier de l'Internationale Syndicale Rouge, fut également un Français, Joseph Tommasi. Celui-ci fut également l'un des tout premiers à intervenir dès le second jour du congrès, pour demander que soit en priorité étudiée la question du rapport entre le Parti et le syndicat.

La gravité et la pesanteur se lisent enfin dans le rapport sur la situation économique mondiale. Lors des premiers congrès de l'Internationale Communiste, c'est Eugen Varga qui se chargea à chaque fois de compiler de manière synthétique un bilan de la crise générale du capitalisme.

Lors du troisième congrès, Léon Trotsky se chargea de résumer toutes les données dans le sens d'une présentation de la situation économique mondiale, pour un très long discours consistant typiquement à la Varga en une avalanche de statistiques.

Dès le départ, on a les difficultés qui sont soulignées au sens où il est ouvertement dit qu'il y a comme un temps mort, qu'il va falloir approfondir les analyses des moments-clefs :

« Dans nos manifestes des 1er et 2e Congrès, nous avons donné une caractéristique de la situation économique sans entrer néanmoins dans son examen et son analyse détaillée.

Depuis lors, il s'est produit certains changements dans le rapport des forces, changement impossible à nier.

La question est seulement de savoir si nous avons affaire à un changement radical ou de caractère superficiel.

Il faut constater que la bourgeoisie se sent aujourd'hui sinon plus forte qu'il y a un an, du moins plus forte qu'en 1919.

Il suffit de parcourir la presse capitaliste la plus influente pendant les derniers mois de cette année pour apporter une série d'extraits éloquentes montrant à quel point a diminué sa panique devant le danger universel du communisme, bien qu'elle reconnaisse elle-

même que les communistes de petits groupes isolés qu'ils étaient, se sont changés en un grand mouvement de masses. »

On a là très exactement résumé la perception générale lors du troisième congrès : la victoire rapide a échoué, la révolution mondiale connaît un temps d'arrêt, mais il y a des partis de masse qui se forment.

## **La question du rythme de la crise générale du capitalisme**

La question qui se pose au troisième congrès de l'Internationale Communiste, c'est celle de savoir dans quelle mesure il y a un temps mort ou pas. Faut-il continuer à pousser et aller dans le sens de l'offensive, ou faut-il temporiser pour la prochaine initiative générale ?

Il existe ainsi un profond décalage entre les communistes russes et les autres. Pour les premiers, la crise générale du capitalisme est telle qu'une tentative pour celui-ci de s'en sortir par la guerre est inévitable. La grande présentation de Trotsky de la situation économique de chaque pays – à partir des travaux d'Eugen Varga qui lui-même publiait des documents à ce sujet, notamment avant le congrès – rentre dans ce cadre.

Pour les communistes russes, le tempo de la crise économique est le tempo de la crise révolutionnaire et le rapport à la guerre impérialiste la clef de tout.

Les communistes des pays occidentaux ne saisissent pas cette question. Ayant rompu avec la social-démocratie qui a été chauvine, pro-guerre, ils font de la question des contradictions inter-impérialistes un lointain arrière-plan. Pour eux, l'insurrection réside dans l'affirmation politique, pratiquement de manière volontariste.

Il y a donc incompréhension des préoccupations russes pour évaluer l'évolution économique. Le Polonais Ernest Brand (pseudonyme de Henryk Lauer) affirma qu'on était sur la défensive, qu'il pouvait y avoir des défaites, mais que la déroute du capitalisme était totale. Il ne s'agissait donc pas de prophétiser tous les aspects d'une crise arrivant rapidement à son terme :

« Nous menons en ce moment une lutte défensive. Nous pouvons encore connaître des défaites dans cette lutte, mais il ne peut aucunement être parlé d'une prospérité du capitalisme. Il ne peut être parlé que d'une putréfaction du capitalisme et c'est de cette putréfaction qu'il faut faire sortir les travailleurs.

Nous n'avons pas comme tâches de prophétiser les détails du développement, nous avons comme tâche d'intervenir dans le cours du développement. »

Le Hongrois József Pogány allait dans le même sens. Pour lui la crise économique renforçait la résistance ouvrière et le refus de satisfaire les exigences de la bourgeoisie, qui militarisait par conséquent sa répression face aux revendications. C'est de là qu'il fallait partir pour aller à l'affrontement : la période était à la guerre civile. Il formula notamment la chose ainsi :

« Nos leitmotifs devraient être : non pas prospérité et nouvelle guerre mondiale, mais nouvelles guerres civiles et crises. »

Les représentants du KAPD Emil Sachs (« Erdmann ») et Bernard Reichenbach (« Seemann »)

considéraient que la bourgeoisie avait conscience de la crise capitaliste et était en mesure de prendre des décisions pour chercher à l'éviter. Ils voyaient en les conseils d'entreprise un exemple d'une telle manœuvre de la bourgeoisie, tout comme ils professaient les mêmes thèses que les sociaux-démocrates sur le capitalisme censé être désormais organisé. « Seemann » dit ainsi :

« Le capitalisme a compris que toutes les limitations nationales, tous les chauvinismes et impérialismes nationaux, qui lui sont pour ainsi dire innées, doivent être fait reculés pour le moment, qu'il faut combattre l'ennemi de manière déterminée, et que l'ennemi, c'est justement le prolétariat, dont les communistes sont la partie active la plus avancée du prolétariat (...).

Les choses sont tellement avancées qu'objectivement et subjectivement, le capitaliste français et le capitaliste anglais ont intérêt à ce que réussisse la construction capitaliste de l'Allemagne. Lorsqu'on a 30 ou 25 % de parts dans une entreprise, alors on a intérêt à ce que cette affaire se mette sur pied. »

L'Allemand August Thalheimer du KPD expliqua qu'il considérait que si avant on raisonnait trop en jours, on raisonnait désormais trop en années ; les choses iraient tout de même rapidement. Wilhelm Koenen du KPD également affirma pareillement que les thèses ne devaient pas se concentrer sur la guerre impérialiste de 1923-1924 mais sur les conflits en 1921.

Léon Trotsky répondit longuement, et notamment de la manière suivante:

« Je dis encore dans mon exposé et nous disons dans nos thèses avec le camarade Varga : si dans deux ou trois mois ou dans six mois il y a une amélioration de la situation, alors on peut naturellement dire cela [= la lutte défensive sur le terrain économique], à condition qu'entre-temps la révolution ne fasse pas irruption.

Si elle fait irruption, alors ensemble avec le camarade Pogány, nous ne nous y opposerons pas, nous y participerons de toutes nos forces.

Mais posons-nous la question : que se passera-t-il, si cela n'arrive pas, camarade Pogány ? Si au lieu de la révolution c'est une amélioration de la situation économique qui se déroule ?

Le camarade Varga a en effet dans sa brochure noté certains symptômes de cette amélioration. Et même dans le cas où il ne peut pas être parlé d'amélioration, on doit dans tous les cas constater que le tempo de l'aggravation s'est ralenti. C'est certain (...).

Cela ne dépend pas de moi, ni du camarade Pogány, ni des résolutions du congrès. »

Le Suisse Erwin Schaffner résuma de la manière suivante la question en jeu à l'arrière-plan :

« Camarades, je rejoins les propos que vient de tenir le camarade Frölich [comme quoi il faut une discussion sur la tactique à suivre selon l'interprétation du rythme de la crise actuelle]. Car il y a un point qui s'est vraiment montré prétexte à des divergences d'opinion, et c'est le point 39, où il est dit :

*« Le prolétariat, amené à reculer au cours de la crise actuelle suite à l'assaut du capital, va tout de suite passer à l'offensive à l'entrée d'une*

*meilleur conjoncture. »*

(...) Je propose que prenions les lignes directrices mais que le congrès traite des thèses présentées par la commission [du congrès sur la situation économique mondiale] – cela sera une affaire de courte durée pour le congrès.

Car les thèses ne peuvent pas se présenter au monde comme l'œuvre des camarades Trotsky et Varga et de la commission, mais comme œuvre de la IIIe Internationale. »

Karl Radek exprima bien le sentiment des communistes russes :

« Le camarade Fröhlich et d'autres camarades ont fait partie de la commission. Ils n'y ont pas exprimé de présentation fondamentale de la situation qui soit différente (...).

J'entends une proposition : nous ne prenons pas les thèses comme principe, mais comme base, car il n'y a pas encore d'autres thèses. Ou alors vous avez d'autres thèses, ou bien vous ne les avez pas. Il n'y a pas de troisième solution. Je demande pour cette raison que le vote soit effectué.

Le camarade Schaffner dit : oui, il y a eu une différence principale entre Trotsky et Pogány. Trotsky dit [au nom des communistes russes] : quand la prospérité arrive, les ouvriers passent à l'attaque ; Pogány défend l'autre point de vue : ils peuvent déjà attaquer.

Il a été demandé à Trotsky de la part du congrès de travailler à un Manifeste, il a accepté. Camarades, il faut prendre les choses plus sérieusement lors d'un congrès international. »

Le vote se déroula donc tout de même, le Bulgare Vasil Kolarov s'occupant de le gérer :

« Suit maintenant le vote sur la proposition du camarade Radek comme quoi passent à la commission les thèses des camarades Trotsky et Varga, avec lesquelles le congrès est principiellement en accord. Qui est en faveur de cela lève sa carte [des cartes sont levées].

Je constate que la majorité est pour cette proposition [appels à un contre-vote]. Je demande le contre-vote. Qui est contre lève sa carte [des cartes sont levées]. Minorité. »

La question était réglée pour l'Internationale Communiste. Mais cette résolution par en haut du problème ne supprimait pas les vastes différences de sensibilité à la base, la problématique essentielle étant celle du rapport entre le Parti, les masses et la révolution mondiale, avec l'évaluation à l'arrière-plan de la crise générale du capitalisme.

## **Crise générale, parti de masse et révolution mondiale**

Les sensibilités des délégués au troisième congrès de l'Internationale Communiste étaient à la fois différentes et à fleur de peau. Les cadres du KPD étaient outrés que le KAPD soit invité, alors que les militants de cette organisation gauchiste étaient justement en train de les rejoindre, un flot tari par l'invitation.

Les tenants du gauchisme tiraient d'ailleurs à boulets rouges sur le Comité Exécutif et prônaient une ligne « dure », amenant les débats à se perdre dans des récriminations, des reproches, des querelles de détails, etc.

Le fait que le Parti Communiste d'Italie soit né dans une rupture non organisée passait également pour certains pour quelque chose de forcé, alors que cela aurait pu être anticipé ou mené différemment.

Une partie de la direction du KPD notamment prit cela comme prétexte, devint l'ennemi de l'Internationale Communiste et fut exclue. Paul Levi en faisait partie, il avait été le quatrième dirigeant du KPD (après Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, suivi de Leo Jogiches, tous les trois assassinés) mais avait notamment dénoncé la révolte armée de mars 1921 dans une optique de droite l'amenant finalement à rejoindre les socialistes.

A ce panorama s'ajoute que des délégués d'un même pays ne sont pas nécessairement sur la même ligne, ce qui provoque là-aussi des conflits ajoutant à la confusion. Les uns reprochent au Comité Exécutif de chercher indirectement à rétrécir les partis de chaque pays à des sectes en les mettant trop sous pression, d'autres au contraire qu'il faut aller plus loin, etc.

A l'arrière-plan, mais sans qu'au congrès on en soit conscient en tant que tel, il y a toute la problématique de savoir comment faire pour avoir un Parti Communiste de masse, tout en conservant une vraie qualité sur le plan des cadres. L'Internationale Communiste ne parviendra jamais à concrètement résoudre ce qui lui apparaît comme un dilemme, seuls les communistes chinois, au moyen de la pensée guide, sortiront de ce problème fondamental dans la construction et l'identité des partis communistes à la suite de la révolution d'Octobre 1917.

Cependant, lors du troisième congrès, il n'y a encore aucun recul par rapport à tout cela. On est dans l'urgence et la considération du Parti de masse va de pair avec la question de la crise à venir. Il faut faire vite, car la vague de la révolution mondiale n'est pas terminée, elle va connaître une nouvelle phase.

Voici comment Karl Radek, qui présente la question de la tactique pour le Comité Exécutif au congrès, résume le sens de l'exposé initial et de l'évaluation de la situation :

« L'Internationale Communiste doit se fonder sur l'analyse concrète de l'époque dans la définition de sa tactique.

C'est pourquoi nous avons essayé, avec l'exposé au début du congrès du camarade Trotsky [et en fait de Varga] de donner une présentation la plus objective possible des forces agissantes en ce moment, une présentation qui permette de dire si la révolution mondiale se trouve de manière générale en phase ascendante ou descendante.

Car il est tout à fait clair que l'Internationale Communiste existerait et agirait également dans le cas d'une défaite de la révolution mondiale.

Dans le cas d'un long répit pour la société capitaliste, elle a d'autres tâches que dans une situation *que nous voyons en général comme la tendance à la phase ascendante de la révolution.*



Elle n'aurait pas alors comme tâche d'organiser directement les prolétaires pour toutes les possibilités de la guerre civile. Elle aurait en premier lieu comme devoir l'organisation et l'agitation, la formation d'une armée pour les batailles à venir.

Maintenant, camarades, l'exposé du camarade Trotsky a montré que nous sommes d'avis qu'il n'y a pas pour l'instant de forces apparentes nous amenant à considérer que le développement de la révolution mondiale serait interrompu par les forces en construction et en consolidation du capitalisme.

Dans l'exposé de Trotsky et dans la discussion [qui s'en est suivie], il a été indiqué que lorsque nous prenons la ligne, le cours vers la révolution mondiale, cela ne signifie aucunement que de manière doctrinaire nous nous fermions à la possibilité qu'il puisse y avoir des intervalles, que la crise de l'économie mondiale puisse connaître une amélioration passagère.

Mais comme ligne fondamentale, comme cours général, ce que nous prenons s'appuie sur le fait constaté que *les forces de la révolution mondiale continuent de s'étendre et nous ne sommes pas devant un déclin de la révolution mondiale, mais nous sommes devant le rassemblement des forces révolutionnaires pour de nouvelles luttes.* »

Il n'est pas possible de comprendre le sens des débats et la nature des conflits sans saisir ce sens profond de l'urgence. Il y avait trois sensibilités prédominantes : les gauchistes voulant une avant-garde « pure » et directement combative, les centristes désireux de gagner au maximum une forte base avant d'assumer la bataille révolutionnaire, les communistes russes exigeant un Parti de masse mais ayant rompu clairement avec les réformistes.

Cela se cristallise au troisième congrès avec les questions allemande (le KAPD gauchiste) et italienne (le Parti Socialiste Italien centriste).

## La question du KAPD

La question du Parti de masses était à l'arrière-plan de l'acceptation du KAPD comme observateur au troisième congrès, ou plus précisément comme organisation « sympathisante ». Le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne avait déjà saboté sa participation au deuxième congrès, mais le Comité Exécutif considérait que toute organisation un tant soit peu active et volontaire méritait qu'on s'y attarde pour chercher à ce qu'elle rejoigne le Parti Communiste, afin de contribuer à atteindre la dimension d'un Parti de masse.

Cela n'était pas du tout apprécié du KPD qui voyaient là une perte du temps avec des gauchistes et les délégués du KAPD ne cessèrent d'ailleurs de réagir alors du congrès comme de vraies caricatures sur ce point, allant régulièrement à l'affrontement, dénonçant tout le monde sauf les gauchistes comme eux, etc.

C'est que le KAPD est la principale organisation gauchiste de la période. Il rejette la primauté du Parti et a une démarche « conseilliste » : l'avant-garde n'est là que pour préparer le terrain à la prise du pouvoir à court terme par les conseils. Il est à ce titre totalement anti-parlementaire, anti-syndical, contre le rôle avant-gardiste du Parti, contre la notion de démocratie en général,

considérée comme par définition bourgeoise.

On a ici une approche « conseilliste » qui sera définie par la suite également comme gauche « germano-hollandaise », les principaux théoriciens gauchistes du KAPD étant alors en fait néerlandais : Anton Pannekoek et Herman Gorter.

Voici une intervention de Max Hempel (en fait Jan Appel) au nom du KAPD lors du troisième congrès de l'Internationale Communiste, reflétant bien sa démarche urgentiste n'hésitant pas à aller au conflit, y compris avec Lénine :

« Il manque aux camarades russes une compréhension des choses telles qu'elles se passent en Europe occidentale. Les camarades russes comptent avec une population telle que celle qu'ils ont en Russie.

Les russes ont vécu une longue domination tsariste, ils sont durs et solides, tandis que chez nous le prolétariat est pénétré par le parlementarisme et en est complètement infesté.

En Europe il s'agit de faire quelque chose d'autre. Il s'agit de barrer la route à l'opportunisme (*cris: théorie Scheidemannienne*)... Absurdité ! ce n'est pas une théorie Scheidemannienne ! Depuis quand Scheidemann veut-il barrer la route à l'opportunisme ?

Il s'agit [pour lui] de barrer [la route] aux combattants prolétariens, aux partis communistes, qui doivent lutter en première ligne, l'échappatoire de l'opportunisme, et l'opportunisme chez nous, c'est l'utilisation des institutions bourgeoises dans le domaine économique; même chose pour la tentative d'utiliser les coopératives de consommation comme moyen de lutte pour aider la Russie, non avec des moyens révolutionnaires, mais avec les moyens du capitalisme, dans la mesure où le prolétariat en dispose.

Oui, camarades, qu'est-ce que cela signifie ? On agit sur le prolétariat international ? Quand vous proposez à vos coopératives de consommation d'entrer en relations commerciales avec la Russie, faites-vous alors quelque chose pour la Russie ? Non, rien.

Les coopératives de consommation doivent, exactement comme tout autre entrepreneur, compter en capitaux. Avec elles ça reviendra même plus cher. Cela détournera du droit chemin. C'est le point central.

La 3ème Internationale doit veiller à ce que la Russie ne soit pas soutenue de l'extérieur par des moyens capitalistes, mais par le prolétariat, avec des moyens révolutionnaires. Là est le point central.

Et cela ne se produira pas en adoptant la tactique que se donne la 3ème Internationale. Nous réclamons une ligne plus dure. (*Hilarité*).

Les camarades peuvent bien rire. Le camarade Lénine rit aussi, nous ne pouvons pas dire mieux. Telle est notre honnête conviction. (*Interruption: le camarade Boukharine dira pourquoi nous rions*).

Chacun peut rire. Je veux encore une fois indiquer ce point qu'en Allemagne, dans tous les pays du monde, à la suite du développement prolongé de la démocratie, démocratie qui n'est pas révolutionnaire, la classe ouvrière et avec elle le grand parti communiste de masse, dans lequel se trouvent beaucoup d'éléments opportunistes, va prendre sans autre façon la voie qui consiste à ne pas utiliser le moyen difficile, et il va utiliser pour aider la Russie le parlementarisme, les syndicats et autres moyens. Mais cela n'est pas une aide; c'est une déviation de la lutte. »

Les conflits furent récurrents lors du troisième congrès. Il y eut notamment une salutation à Max Hölz de la part du congrès, ainsi qu'une petite réunion de soutien. Ce militant allemand venait d'être condamné à la prison à vie en Allemagne pour des actions armées. Or, le KAPD rusa dans les brancards, car c'était l'un de ses membres. Le KAPD voyait donc une tentative de récupération de la part de l'Internationale Communiste... Qu'elle était censée pourtant vouloir rejoindre.

A cela s'ajoute que pour l'Internationale Communiste Max Hölz est simplement un « rebelle contre la société capitaliste », tandis que pour le KAPD il était un activiste armé assumant l'actualité de la guerre civile, de manière volontariste.

Cette situation était considérée comme délirante par le Comité Exécutif et Karl Radek résume bien sa position en disant :

« Nous allons demander aujourd'hui aux éléments italiens oscillant : avec qui voulez-vous aller, avec l'Internationale Communiste ou bien les réformistes ? Et nous posons en même temps la question aux ouvriers du KAPD : avec qui voulez-vous aller, avec quelques revues mal écrites d'une prétendue école hollandaise et la petite poignée qui portent ces idées, ou bien avec les millions de prolétaires qui sont derrière l'Internationale Communiste et qui règlent leurs luttes communes telle une armée, qui mènent la lutte contre le capitalisme.

Camarades, nous ne renonçons pas aisément au moindre groupe de travailleurs conscients, de travailleurs voulant lutter. »

Les délégués du KAPD refusèrent même de prendre la parole le jour du congrès où un représentant du KAPD et un du KPD devaient prendre la parole pendant une demi-heure, pour clore le débat. La position du Comité Exécutif fut acceptée alors à l'unanimité moins les deux délégués mexicains. Le KAPD devait capituler ou rester étranger à l'Internationale Communiste.

De fait, s'il avait 80 000 adhérents environ en 1920, il n'en avait déjà plus que la moitié en 1921. Il fonda en 1922 une Internationale Communiste Ouvrière qui provoqua une scission, alors qu'une partie était déjà allée dans une dynamique syndicaliste-révolutionnaire autour d'Otto Rühle (AAUE).

Le « conseillisme » dans sa version allemande disparut alors pratiquement de la scène, une partie significative de ses cadres rejoignant les socialistes puis, après 1945, même les institutions de l'Allemagne de l'Ouest.

## La question du Parti Socialiste Italien

A l'opposé d'une déviation gauchiste comme en Allemagne, le Comité Exécutif avait affaire en Italie à un positionnement centriste, avec Giacinto Menotti Serrati, dont les maximalistes n'ont pas voulu aller à la rupture au congrès de Livourne de janvier 1921 du Parti Socialiste italien, déjà membre de l'Internationale Communiste.

Les votes donnèrent alors 98 028 aux maximalistes se présentant comme unitaires, 58 783 aux communistes et 14 695 aux réformistes de Filippo Turati qui était la hantise du Comité Exécutif. Les communistes partirent du congrès pour fonder dans un théâtre le Parti Communiste d'Italie.

Il y avait là un énorme ratage, car le Parti Socialiste Italien était déjà membre de l'Internationale Communiste. Il avait un haut niveau, mais voulait procéder par étapes pour isoler son aile droite. Dans cette perspective, Giacinto Menotti Serrati désirait également que le Parti prenne le nom de Parti Socialiste-Communiste.

Une place très importante du congrès fut par conséquent accordée à cette situation, avec une dénonciation acerbe de Giacinto Menotti Serrati pour son refus d'assumer la rupture avec les réformistes.

Ce qui posait encore plus souci, c'est que celui-ci était en fait d'accord sur le principe, mais considérait que c'était trop tôt. Les « maximalistes » du PSI se voyaient d'accord sur tout avec l'Internationale Communiste ; ils considéraient simplement que les modalités du processus d'exclusion de l'aile droite devaient prendre une tournure plus complexe, plus lente.

Les délégués du PSI présents au troisième congrès cherchèrent à expliquer leur situation et leur souci d'aller dans le sens d'une large unification pour avancer, leur soumission aux 21 conditions, etc., tout en soulignant l'importance du mouvement d'isolement de l'aile droite.

Dans une lettre d'explication faite pendant le congrès, les délégués soulignèrent notamment le fait suivant :

« On ne doit pas oublier que dans les masses, qui n'ont pas de compréhension des discussions théoriques, les représentants de l'aile droite du PSI sont populaires.

Ils se sont opposés à la guerre [mondiale], ils étaient déjà représentés à [la conférence anti-guerre de] Zimmerwald, ils appartiennent à l'Internationale Communiste.

Ils ont défendu de manière enthousiaste la révolution russe, ils ont approuvé la remise des entreprises aux ouvriers [lors de la vague révolutionnaire italienne]. Il est vrai qu'ils n'ont pas approuvé l'élargissement de ce mouvement, mais c'était une position qu'on retrouvait chez beaucoup de socialistes.

Ils ont pris dans les syndicats des postes à responsabilité et jouissent de la totale confiance des électeurs. Ce n'est pas une petite chose que de les remplacer.

Les « communistes purs » qui se sont crus assez forts pour prendre l'entière direction du mouvement politique et syndical n'ont fait pour l'instant que des promesses, sur le terrain politique et économique ils ont été amenés soit à ne rien faire, soit à se précipiter

dans des aventures désastreuses. »

Cette position resta incompréhensible pour le congrès, qui rejeta unanimement le PSI. Les trois délégués du PSI présents firent un communiqué regrettant cette décision, considérant qu'il y avait une incompréhension de la situation italienne, mais soulignant l'importance de rejoindre l'Internationale Communiste.

De fait, à son 19<sup>e</sup> congrès en janvier 1922, le PSI expulsa les réformistes et Filippo Turati, finissant par rejoindre l'Internationale Communiste.

## La question syndicale

Au moment du troisième congrès de l'Internationale Communiste, une Internationale Syndicale Rouge est en train de se mettre en place et doit dans la foulée tenir son premier congrès. Elle a face à elle une internationale syndicale basée à Amsterdam et rassemblant tous les réformistes.

Grigori Zinoviev fait un long rapport de la question syndicale et dresse le portrait de trois courants auxquels il faut faire face :

- a) les réformistes, dont le Français Léon Jouhaux est une figure tutélaire ;
- b) le syndicalisme qu'on retrouve surtout en Suède et en Allemagne, faibles numériquement mais qui veulent aller dans le sens de l'Internationale Communiste, tout en ayant une ligne somme toute réformiste ;
- c) les syndicalistes révolutionnaires tenant de la charte d'Amiens, qui prône le « neutralisme » politique dans l'activité syndicale.

Grigori Zinoviev dit au sujet de ce dernier courant notamment que :

« On pouvait comprendre la Charte d'Amiens en 1906. On pouvait comprendre comment elle a émergé. Mais on ne peut vraiment que regretter qu'on vienne avec cela en 1921, 15 ans après, après la guerre, après la naissance de l'Internationale Communiste, après la révolution russe, après les luttes des syndicats russes qui ont joué un rôle si important dans notre révolution.

Si on prend un ouvrier syndicaliste-révolutionnaire commun, il se sentirait insulté de mes explications comme quoi il est objectivement prisonnier de la bourgeoisie. C'est pourtant un fait. »

La ligne des communistes russes était claire et dans le même esprit que lors du deuxième congrès : puisqu'il y avait un afflux dans les syndicats depuis 1918, ceux-ci avaient une nature de masse et il fallait donc y travailler.

Mais le débat quant à la question syndicale fut à la fois long et prévisible, car il s'affrontait d'un côté les partisans du syndicalisme révolutionnaire avec comme représentant les IWW des États-Unis, et de l'autre la conception des communistes russes, finalement aisément acceptée par tous, du moins en apparence.

La résolution sur le rapport de l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge se

constituant montre bien la hiérarchie politique choisie :

« Toute lutte économique est une lutte politique, c'est-à-dire une lutte menée par toute une classe. Dans ces conditions, Si considérables que soient les couches ouvrières embrassées par la lutte, celle-ci ne peut être réellement révolutionnaire, elle ne peut être réalisée avec le maximum d'utilité pour la classe ouvrière dans son ensemble que si les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main, en union et en collaboration étroite, avec le Parti Communiste du pays.

La théorie et la pratique de la division de l'action de la classe ouvrière en deux moitiés autonomes est très pernicieuse, surtout dans le moment révolutionnaire actuel. Chaque action demande un maximum de concentration des forces, qui n'est possible qu'à la condition de la plus haute tension de toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ses éléments communistes et révolutionnaires.

Des actions isolées du Parti Communiste et des syndicats révolutionnaires de classe sont d'avance vouées à l'insuccès et à la débâcle. C'est pourquoi l'unité d'action, une liaison organique entre les Partis Communistes et les syndicats ouvriers, constituent la condition préalable du succès dans la lutte contre le capitalisme. »

Désormais, la question de l'orientation à suivre dans le travail syndical allait devenir l'une des grandes actualités de l'Internationale Communiste et de son Exécutif.